

Festival Justice fiscale, jeudi 14 mai 2020 Une économie « post-corona » : qui portera le poids du changement ?

(Intro du site)

Alors que la planète entière était déjà confrontée au triple enjeu du creusement des inégalités, du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, la crise du Covid-19 est venue nous percuter de plein fouet, précipitant nos sociétés, au nord comme au sud, dans l'angoisse et l'incertitude. Comment sortir de cette crise majeure par le haut ? Comment et avec quel projet pouvons-nous nous extraire de cette situation en remettant l'humain et la planète au cœur des préoccupations ? Qui doit payer pour réparer les dégâts de cette crise mais surtout pour en prévenir d'autres ? N'est-ce pas le moment ou jamais pour transformer les principes de justice fiscale en mesures concrètes ?

Nous ferons le tour de ces questions en abordant une série de thématiques parmi lesquelles le travail digne, la sécurité alimentaire, la réforme du système financier ou encore en questionnant la légitimité du soutien public à des secteurs économiques néfastes pour la transition. Enfin nous tenterons de voir comment articuler ces réponses dans le cadre du Green Deal européen (et du Green [New Deal](#) porté par certains Démocrates américains) et d'une remise en question des fondamentaux du système capitaliste.

I

La pandémie a démontré qu'il n'est pas possible de laisser les choses sérieuses aux mains du secteur privé et que ce sont les travailleuses et les travailleurs qui sont la source de richesse. Nous commençons donc par deux représentants de syndicats.

Marie-Hélène Ska (CSC) : La crise a montré l'importance des services publics, et du secteur des soins en particulier. Il est maintenant évident qu'aucun secteur ne peut fonctionner sans l'avis et l'aval des travailleuses et travailleurs. Pour beaucoup il faudra articuler vie privée et vie professionnelle ; une solution pourrait être le crédit temps.

Nous devons aller vers une société qui ne repose pas sur les principes économiques mais sur ce qui importe, en tenant compte des externalités (positives et négatives) ; il faut valoriser les **métiers du lien**, à forte valeur ajoutée sociale, y compris le nettoyage, le traitement des déchets ; il convient également que l'État conditionne le soutien qu'il apporte à un secteur à la création de valeur sociale. Comment faire face aux dépenses de l'état ?

Pas par des mesures d'austérité !

Revoir les critères budgétaires au niveau de l'UE.

Revoir la fiscalité : mettre à contribution les revenus pas encore taxés : plus-values boursières, kérosène, activités polluantes...

Réfléchir aux relations entre nous et avec l'environnement.

Faut-il aider un secteur polluant comme le trafic aérien ? La question n'est pas facile parce que plusieurs dizaines de milliers de familles en dépendent, mais il ne faut pas injecter à fonds perdus, il faut au contraire lier l'aide à des avancées sur la transition.

La mobilisation ne s'est pas arrêtée en période de semi-confinement. Il faut être attentif aux pressions du patronat qui voudrait que les choses reprennent comme avant.

Jean-François Tamellini (FGTB) : La déclaration du Baron Timmermans (FEB) selon laquelle le lieu de travail est l'endroit le plus sûr pour les travailleurs n'est qu'une manifestation de plus de son manque de respect, qui est devenu insupportable.

Deux modèles s'affrontent : l'économie néolibérale vs la vie des gens.

Sur les 40 dernières années, 6 % de la richesse a été détournée des travailleurs vers les actionnaires via des réductions de cotisations sociales, une fiscalité injuste (exemple, la TVA). Il faut maintenant récupérer et orienter cette richesse vers la transition.

Le dumping social est un problème majeur ; il met les travailleurs exploités en concurrence. Les

travailleurs sans papiers sont davantage visibles, mais pas régularisés pour autant, ce qui devrait être le cas.

Il faut que les pouvoirs publics se réapproprient les secteurs essentiels (transport, énergie, finances, pharmaceutique...), avec contrôle citoyen.

Si les travailleurs arrêtent, tout s'arrête. Les syndicats sont plus que jamais nécessaires pour défendre les travailleurs, mais seuls ils ne peuvent pas renverser le système, ils doivent construire des alliances avec des acteurs de terrain, dans le cadre d'une solidarité internationale.

Arnaud Zacharie (Secrétaire général CNCD-11.11.11) : La contestation national-populiste ne se fait guère entendre ; en fait ses revendications sont appliquées : frontières fermées, décisions autoritaires. Le Green New Deal, porté par les Démocrates de gauche comme Sanders et Warren, combine l'environnement et le social (neutralité carbone + plein emploi + droits des minorités). Le Green Deal de l'UE est satisfaisant sur le volet climatique mais est moins explicite côté social. Actuellement, ce sont les plus précaires qui paient la crise, rejoints par une partie de la classe moyenne. Les conflits sociaux qui se préparent doivent être canalisés vers des solutions internationalistes et progressistes.

Les trois grands enjeux fiscaux sont

- la lutte contre l'évasion fiscale ('optimisation'),
- la taxe carbone progressive (mais effondrement des prix du pétrole),
- un impôt progressif sur les hauts patrimoines.

Contrairement à ce qu'écrit Colmant, c'est bien en temps de guerre que la fiscalité est revue à la hausse (voir les États-Unis sous F. D. Roosevelt).

*

2 Enjeux à moyen terme

Marie Spaey (IEW) : Il faut taxer le secteur aérien qui actuellement bénéficie de détaxations multiples (il n'y a même pas de taxe sur le kérosène), mais sans s'en prendre aux travailleurs ; soutenir le secteur mais en imposant des conditions sociales et environnementales, une taxe sur les billets et une sur le kérosène (0,33 c/l rapporterait 700 millions d'euros, à investir dans d'autres secteurs comme le ferroviaire). Le secteur du trafic aérien continue à augmenter ses émissions de GES (+26 %). Il serait peu réaliste d'envisager une seule compagnie publique aérienne pour toute l'Europe, mais il devrait y avoir à tout le moins coordination et contrôle public. Il nous faut investir dans des secteurs comme l'alimentation durable, l'isolation des bâtiments, des modes de transport alternatifs (les sommes allouées aux politiques cyclables sont dérisoires par rapport à celles versées au transport aérien).

François Perl (INAMI) : Énormément de travailleurs sont pour le moment en chômage temporaire ; on prévoit de l'ordre de 127000 licenciements, ce qui représenterait une hausse d'environ 50 %, soit un choc massif pour le financement de la Sécu ; pire, une grosse partie risque de basculer en invalidité (externalité négative du chômage, facteurs de risques psychosociaux, voir le taux de suicides). L'allocation universelle n'est pas une solution : ce sont ceux qui risquent de basculer dans la pauvreté qu'il faut aider. Il faut achever le chantier de relever l'ensemble des allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, sortir du dogme du 'workfare' avec contrôle coûteux, et trouver ainsi de l'argent à réinvestir pour réintégration et formation. Il faut aussi supprimer le statut de cohabitant, donc peu importe le choix de vie, individualiser les droits, et universaliser l'accès à la sécurité sociale.

Bernard Bayot (Financité) : Le monde de la finance a-t-il compris ? Sans doute pas.

L'objectif reste les dividendes pour actionnaires, en négligeant tout objectif social.

Exigence d'un secteur financier nationalisé qui fonctionne véritablement comme une institution publique et, par la finance, reprise en main de l'économie, au lieu de déposer notre argent sur des comptes qui financent des projets destructeurs (par ex. gaz de schiste).

Soutenir l'alternative d'une banque coopérative. Relocaliser et reprendre la maîtrise sur la production d'énergie renouvelable.

Manuel Eggen (FIAN) reprend des propositions formulées notamment dans une carte blanche avec agro-écologie en action : nous constatons le manque de résilience dû à des chaînes d'approvisionnement de plus en plus longues. Nous sommes dépendants de l'étranger, y compris pour des produits que nous pouvons produire : fruits et légumes, céréales, légumineuses,...

Relocaliser au lieu de se spécialiser ! (Ainsi la Belgique est le plus gros exportateur de pommes de terre surgelées au monde, or le secteur va devoir être sauvé !). Nous constatons aussi notre dépendance à une main d'œuvre saisonnière payée à bas coût.

Il faut organiser une transition vers l'agro-écologie, que la PAC soit redirigée des grosses entreprises agro-industrielles vers une agriculture paysanne, avec prix justes et rémunérateurs.

Les pays du Sud sont dans une situation dramatique parce qu'ils dépendent de denrées alimentaires de base, qu'ils importent suite aux traités contraignants qui les obligent à produire ce dont les pays riches ont besoin et à ouvrir leurs frontières à des produits à très bas prix. Il faut qu'ils reconquièrent leur souveraineté alimentaire !

*

3. Long terme

Juliette Boulet (Greenpeace) : La société post-corona doit se reconstruire (et non être relancée) sur les principes de solidarité et de résilience ; les secteurs essentiels à la capacité de notre société à résister doivent être revalorisés. Les crises exercent des pressions très fortes sur notre système social ; nous n'avons plus le temps d'attendre ! Il faut aussi sauver les secteurs de l'agroalimentaire, du transport et de l'énergie ; combattre les inégalités, davantage de transports en commun, micro mobilité, aussi moins de pollution. Dans le secteur de l'énergie, il faut soutenir les coopératives ; réduire notre consommation, mieux isoler les bâtiments : il y a là un énorme potentiel de création d'emplois, sans parler de la réduction de notre dépendance vis à vis de pays dictatoriaux.

Il faut intégrer les personnes âgées et toute la richesse de leur expérience.

Chambouler les règles ! Préserver et renforcer les critères écologiques et sociaux ; mettre fin aux subventions aux énergies fossiles ; développer des circuits plus courts, qui ont moins d'impact sur la nature. Remettre la nature au cœur de notre mode de vie.

Éric Toussaint (CADTM) : Une crise multidimensionnelle comme celle que nous traversons exige une rupture radicale. Se mobiliser pour des propositions concrètes est nécessaire, mais il faut aussi envisager des changements plus fondamentaux : remettre en cause le paiement de la dette publique (les dirigeants veulent accumuler de la dette publique pour ne pas imposer les plus riches, cadeaux aux grandes banques et à leurs actionnaires) ; interdire toute transaction avec les paradis fiscaux, annuler les dettes publiques, socialiser les banques en indemnisant les petits porteurs – bref créer un véritable service public de la finance ; nationaliser Big Pharma ; revoir la production agricole, fermer les centrales nucléaires. Oui, une planification est nécessaire pour mettre en place un nouveau modèle. Oui, il faut rompre avec le capitalisme mais aussi avec le patriarcat !

Pour conclure, Alexis Garcia, de la nouvelle **Compagnie Adoc**, dit un texte bien senti sur l'état du monde, tiré de la nouvelle version de la pièce *Nourrir l'humanité*. Les sols tués, tout devenu marchandise, les espèces disparues, l'eau potable de plus en plus rare... Nécessaire solidarité.